

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE ET LA PREVISION A
COURT TERME DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA**

Ouagadougou, 24 au 28 octobre 2011

RAPPORT FINAL

Octobre 2011

1. INTRODUCTION

Le séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA s'est tenu du 24 au 28 octobre 2011 à la Commission de l'UEMOA, à Ouagadougou.

Chaque Etat membre de l'UEMOA était représenté à ce séminaire par deux représentants : un spécialiste en analyse conjoncturelle et un expert en prévision économique. En outre, un représentant de la BCEAO et deux représentants d'AFRISTAT ont pris part aux travaux du séminaire. La BOAD invitée n'a pas pu se faire représenter. (Cf. liste de présence en annexe).

2. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur El Hadji Abdou SAKHO, Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) de la Commission de l'UEMOA.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur El Hadji Abdou SAKHO a souhaité la bienvenue aux experts venus participer au séminaire. Il a, en outre, remercié les autorités respectives des Etats membres pour avoir accepté l'invitation de la Commission de l'UEMOA. Ensuite, il a insisté sur l'importance du suivi conjoncturel et des prévisions à court terme des Etats membres et de l'Union. Par ailleurs, il a rappelé la nécessité pour les conjoncturistes et les prévisionnistes d'être familiers avec les méthodes de prévision en analyse conjoncturelle. Il a, enfin, souhaité plein succès aux travaux et déclaré ouvert le séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA.

3. BUREAU DE SEANCE ET PROGRAMME DE TRAVAIL

Les travaux du séminaire présidé par Monsieur Emédétémin NONFODJI, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques, ont débuté par la désignation des rapporteurs et des membres du groupe chargés de rédiger une note de synthèse de l'évolution économique de l'Union.

Rapporteurs :

- Aba CAMARA (Commission UEMOA)
- Soualiho OUATTARA (Côte d'Ivoire)
- Mussa SAMBI (Guinée Bissau)

Membres du Groupe chargés de rédiger une note de synthèse :

- Elvis DANHOUME (Commission UEMOA)
- Claude JOEGER (AFRISTAT)
- Maurille HOUNKPATIN (BCEAO)
- Serge Jean EDI (AFRISTAT).

L'ordre du jour et le programme de travail proposés ont été modifiés et adoptés (Cf. annexes).

4. PRESENTATION DE LA BCEAO

La BCEAO a présenté l'analyse de la conjoncture économique dans l'UEMOA au premier semestre 2011 et les perspectives pour l'année 2011. L'indicateur synthétique de conjoncture fait ressortir une baisse de l'activité dans la zone au premier semestre 2011, par rapport à la même période de l'année précédente, en raison principalement du repli observé dans l'industrie et dans les BTP, atténuée par la progression relevée dans le commerce et les services marchands.

Une persistance des tensions inflationnistes est relevée au cours de la période sous revue. Le taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA est ressorti à 4,4% au premier semestre 2011, essentiellement tiré par les produits alimentaires et les transports. Au plan monétaire, il est relevé une décélération de la progression de la masse monétaire, en rapport avec celle des avoirs extérieurs nets. Sur un an, il est observé une hausse des crédits à l'économie. La position nette des Gouvernements s'est dégradée, induite principalement par la hausse des emprunts des Etats auprès des banques primaires et des tirages auprès du FMI.

Selon les dernières estimations disponibles, le taux d'inflation de l'Union ressortirait à 3,7% en 2011. Quant au taux de croissance économique de la zone, il s'établirait à 1,0% contre 4,3% en 2010.

5. PRESENTATIONS DES ETATS

5.1 Bénin

La croissance économique est passée de 5,0% en 2008 à 2,7% en 2009 avant de remonter légèrement à 2,8% en 2010. L'économie béninoise a subi en réalité, les contre performances de l'économie nigériane, de fortes inondations et la baisse des transferts de migrants.

La conjoncture économique au cours du 1er semestre 2011 ne permet pas d'envisager les premiers signes d'une reprise de l'économie béninoise. La forte croissance enregistrée au niveau des échanges extérieurs où les exportations ont augmenté de 5,4% en glissement annuel contraste avec la baisse de la production agricole qui a perdu globalement 16,1% au premier semestre 2011. Toutefois, on s'attend à une amélioration de la production agricole au second semestre 2011, compte tenu des conditions favorables (bonne pluviométrie, assainissement de la filière cotonnière, etc.) dont bénéficie le secteur depuis le début du semestre. Les finances publiques subissent pour leur part la faible performance des recettes de l'Etat qui augmentent (4,2%) moins vite que les dépenses publiques (12,2%). D'un autre côté, les crédits à l'économie sont en croissance et la position nette du gouvernement s'est détériorée. Dans le secteur des transports, l'activité portuaire a stagné malgré la baisse des flux de marchandises débarquées.

Pour 2011 le taux de croissance au Bénin devrait s'établir à 3,8% contre une prévision initiale de 3,5% (mars 2011). Cette réévaluation de la prévision de croissance est

notamment imputable à l'effet de rattrapage de la production agricole après les inondations de 2010. Pour l'ensemble de l'année, il est prévu un taux d'inflation de 2,8%.

La politique économique proposée pour les cinq prochaines années (2012-2016) vise le développement de l'entreprise et de l'initiative privée. Le taux de croissance économique devrait se situer à 4,1% en 2012 dans un environnement non inflationniste, avec un taux d'inflation de 2,8%.

Les débats ont principalement porté sur l'impact de la mise en place du Programme de Vérification des Importations (PVI) sur l'activité économique et sur les secteurs qui ont souffert de la crise alimentaire, énergétique et financière.

5.2 Burkina Faso

Dans un contexte marqué par la crise sociopolitique et le renchérissement des prix des principaux produits importés, la conjoncture nationale a été caractérisée au Burkina Faso par une baisse de l'activité dans le secteur secondaire au premier semestre, associée à une inflation modérée qui s'est établie à 0,13% en moyenne annuelle (Indicateur communautaire). Ce niveau relativement bas de l'inflation malgré l'entame de la période de soudure et un environnement international défavorable est imputable à la bonne campagne agricole 2010/2011. Par ailleurs, il est relevé une légère hausse de la masse monétaire (3,7%) par rapport au premier semestre 2010 avec un repli des avoirs extérieurs nets (-12,1%) dû à la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-33,5%). La position nette du gouvernement du premier semestre 2011 connaît une détérioration, comparée à son niveau à fin juin 2010 (+49,7%). Dans la perspective d'une campagne agricole 2010/2011 moins bonne que la précédente en raison notamment d'une pluviométrie peu favorable, il est attendu une décélération du rythme de croissance économique en 2011.

Les prévisions font ressortir un taux de croissance économique de 5,6% en 2011 contre 7,9% en 2010. Cette croissance attendue en 2011 serait due principalement aux secteurs secondaire et tertiaire avec des variations respectives de 11,8% et 4,0%. Le dynamisme du secteur secondaire devrait se poursuivre avec un taux de croissance de sa valeur ajoutée de 11,8% en 2011 contre 19,1% en 2010. La croissance serait tirée par le sous secteur de l'or dont la production attendue serait de 28 tonnes. Le secteur tertiaire poursuivrait sa perspective de croissance avec une évolution de sa valeur ajoutée de 4,0% en 2011 contre 3,7% en 2010. Cette performance serait due au sous-secteur non marchand dont la croissance s'établirait à 6,3% contre 3,4% en 2010. Par ailleurs, de bons résultats agricoles, pendant la présente campagne, pourraient améliorer le taux de croissance si les autres secteurs maintiennent leur tendance expansionniste.

En termes de perspectives, le taux de croissance du PIB ressortirait à 6,9% en 2012, tiré principalement par le secteur tertiaire et dans une moindre mesure par le secteur secondaire. Du point de vue de la demande, cette croissance serait induite principalement par la consommation et l'investissement.

Les débats ont surtout porté sur la faiblesse du taux d'inflation de 0,13% et le rôle des services de l'agriculture dans le processus de prévisions agricoles.

5.3 Côte d'Ivoire

Les indicateurs à fin juin 2011 portent l'empreinte des effets de la crise postélectorale. En effet, le secteur primaire se maintient grâce aux performances du cacao et de l'or. Le

secteur industriel accuse un repli de 18,8% attribuable à la quasi-totalité des branches, à l'exception de la branche « énergie électrique, eau » (+3,8%). Les activités dans le secteur tertiaire connaissent une évolution défavorable au regard de la dégradation du chiffre d'affaires du commerce de détail. Au niveau des échanges extérieurs, les importations chutent de 18,3% alors que les exportations augmentent de 2,9% du fait de la sortie massive de cacao suite à la levée de l'embargo sur les ports et la bonne orientation des cours des matières premières. Quant à l'inflation, elle connaît une hausse de 6% en moyenne sur les six premiers mois de 2011 en liaison avec la hausse des prix des denrées alimentaires. La masse monétaire s'est accrue légèrement à fin juin 2011 de 1% et ses contreparties, notamment les avoirs extérieurs nets se consolident de 26,0%. En outre, le crédit intérieur se contracte de 8,4%.

En 2011, l'activité économique souffrirait globalement des effets de la crise post électorale et serait en baisse de 5,8%. Au niveau de l'offre, les secteurs tertiaire et secondaire devraient respectivement baisser de 9,7% et 12,7%. Par contre, le secteur primaire serait en hausse de 1,7%. De même au niveau de la demande, la consommation finale diminuerait de 5,5% du fait du repli de la consommation des ménages (-5,2%) et de la consommation publique (-6,7%). Quant à l'investissement, il serait en repli de 13,5% tant au niveau de la composante publique (-11,2%) que privée (-14,7%). Les importations et les exportations se replieraient respectivement de 8,6% et 3,2% du fait de la baisse du niveau d'activité.

Au niveau des finances publiques, l'amélioration progressive de la sécurité, les efforts de paiements des arriérés intérieurs, combinés à la restauration d'un climat de confiance, favoriseraient la mobilisation plus importante que prévu des recettes intérieures. L'exécution des dépenses est en deçà des objectifs fixés en raison de la mise en place tardive du budget. Toutefois, elles devraient être en ligne avec les montants prévus à la fin de l'année 2011.

Concernant, les opérations avec le reste du monde, les transactions courantes seraient excédentaires en 2011 (2,2% du PIB), en amélioration par rapport à 2010 (1,5% du PIB) du fait d'exportations massives suite à la levée de l'embargo. La masse monétaire enregistrerait une hausse de 6,1% par rapport à décembre 2010. Sur la base des évolutions à fin juin 2011, l'indice des prix est en hausse de 6% en moyenne et la projection à fin 2011 serait au-delà de la norme communautaire de 3%.

Les efforts de relance de l'activité économique entamés depuis le deuxième semestre 2011 à travers notamment le programme d'urgence du Gouvernement, devraient produire leur plein effet dès l'année 2012 avec un taux de croissance de 8,5%. Cette situation couplée avec la mise en œuvre du programme économique et financier triennal 2012-2014 porterait le taux de croissance à 8,5%, après la décroissance observée en 2011. La relance économique proviendrait principalement des secteurs secondaire (+12,6%) et tertiaire (+13,7%). Le secteur primaire, peu affecté par la crise postélectorale devrait évoluer à un rythme de 2,5%. Du côté de la demande, la consommation profiterait du climat d'apaisement, de la hausse des revenus agricoles et industriels et de la création d'emplois. Ainsi, la consommation finale augmenterait de 10,2% en 2012 contre -5,1% en 2011. Les investissements repartiraient à la hausse avec un taux de 51,5% soutenus par les chantiers de l'Etat en matière d'infrastructures sociales et économiques ainsi que du renouvellement des outils de production détruits pendant la crise.

Les importations connaîtraient une hausse de 19,8%, portées par les biens intermédiaires et d'équipements. Quant aux exportations, elles évolueraient de 5,4% en relation avec les

produits pétroliers et les produits de l'agro-industrie. Pour les prix, l'inflation serait maîtrisée grâce à la bonne tenue de l'agriculture vivrière et à un environnement international relativement stable. Ainsi, le déflateur du PIB se situerait à 2,5%. La poursuite des réformes des finances publiques consolideraient les recettes, par l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale. Le solde budgétaire ressortirait déficitaire à 4,4% du PIB sous l'impulsion des dépenses d'investissement.

Les participants se sont interrogés sur la capacité de l'économie de la Côte d'Ivoire à rebondir en 2012 pour atteindre le taux de croissance de 8,5% jugé trop optimiste.

5.4 Guinée Bissau

Dans un contexte marqué par la hausse des prix des matières premières, notamment de la noix de cajou, sur le marché international et la signature avec le FMI d'un programme économique et financier, la croissance de l'économie bissau-guinéenne devrait s'accélérer en 2011.

Au premier semestre 2011, la production céréalière affiche une croissance de 14,3% et celle de la noix de cajou de 6,3%. Par ailleurs, la production du secteur secondaire connaît une hausse de 22,2% contre 14,4% en 2010. Le taux d'inflation est ressorti à 7,2%, essentiellement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires (12,4%). La masse monétaire a progressé de 51%. Par ailleurs, ses contreparties se déclinent comme suit :

- les avoirs extérieurs nets (+27%),
- le crédit intérieur (+78%)

Le taux de croissance devrait ressortir à 5,3% en 2011 et 4,9% en 2012. Ces croissances seraient soutenues par les secteurs agricoles, miniers et les services. La balance des paiements devrait enregistrer des soldes excédentaires de 30,7 et 8,3 milliards respectivement en 2011 et 2012.

Les débats ont surtout porté sur la baisse des prix, la campagne du cajou, les transferts des migrants et les projets miniers.

5.5 Mali

La conjoncture économique nationale semble être affectée par la hausse des cours mondiaux de certains produits de base importés, notamment le pétrole et les effets néfastes de la crise ivoirienne en début d'année 2011. Toutefois, à la fin du 1^{er} semestre 2011, l'analyse de la conjoncture nationale laisse entrevoir une certaine stabilité en relation avec une bonne campagne agricole 2010-2011 et les efforts consentis par le Gouvernement.

Malgré le mois de ramadan qui coïncide cette année avec la période de soudure, le taux d'inflation se situe à 1,8% à fin juin 2011 contre 1,3% à fin mars 2011. Le niveau de l'indice de la production industrielle corrigé des variations saisonnières est en hausse de 8,7% en

moyenne au 1er semestre 2011 par rapport au 1er semestre 2010. L'expansion du secteur des télécommunications se poursuit. Les transactions extérieures se renforceront surtout avec la flambée des cours de l'or et la reprise de l'activité sur l'axe ivoirien.

Les recettes de l'Etat sont en hausse de 5,4% comparativement au 1er semestre 2010 du fait essentiellement de l'amélioration du niveau de recettes fiscales. La masse monétaire et le crédit à l'économie ont progressé traduisant l'accroissement des concours au secteur privé. En revanche, les avoirs extérieurs nets ont reculé de 5,1%.

Les perspectives de l'économie malienne en 2011 et 2012 s'annoncent bonnes. Le taux de croissance du PIB passerait de 5,3% en 2011 à 5,4% en 2012. Cette performance sera soutenue par la hausse de la croissance dans le secteur secondaire. Le taux d'inflation ressortirait à 2,5% en 2011 et 2,2% en 2012, suite aux perspectives de bonnes campagnes agricoles et à la maîtrise des prix des produits alimentaires.

Les recettes totales devraient s'améliorer de 5,7% en 2011 et de 10,2% en 2012, suite à la poursuite des efforts d'accroissement des recettes fiscales. Ainsi le taux de pression fiscale passerait de 14,3% en 2011 à 14,7% en 2012. Les échanges du Mali avec l'extérieur s'amélioreraient en 2011 et 2012, suite à l'évolution favorable des cours de l'or et à la bonne tenue des exportations de bétail et des fruits et légumes.

Les échanges ont porté entre autres sur les points d'intérêt suivants : (i) la production de ciment au Mali, (ii) le secteur des BTP au Mali, (iii) le troisième opérateur téléphonique au Mali, (iv) le lien entre le Programme de Développement Economique et Social (PDES) et le Cadre Stratégique pour le Croissance de la Réduction de la Pauvreté (CSCR), (v) la prudence en ce qui concerne l'évolution conjoncturelle.

5.6 Niger

La conjoncture au niveau national reste tributaire de la campagne agricole caractérisée par une pluviométrie déficitaire et mal répartie qui laisse présager une production agricole largement en dessous de la moyenne et un ralentissement de la croissance économique globale en 2011 avec un taux de 3,8%. Cependant l'activité est dynamique au premier semestre du fait des mines, du commerce et des services.

Dans les BTP, il est observé une hausse des prix des matériaux de construction à fin juin 2011 (0,5%) à l'exception de la plomberie sanitaire, de la peinture et de la menuiserie.

Le niveau général des prix à fin juin est en hausse de 3,1% imputable notamment aux produits alimentaires et aux services de transport et de logement.

Les échanges extérieurs sont caractérisés par une hausse des exportations et une diminution des importations. Toutefois, il est observé une persistance du déséquilibre de la balance commerciale.

Pour ce qui est des finances publiques, la hausse plus importante des dépenses par rapport aux recettes s'est traduite par la détérioration du solde budgétaire global.

La situation monétaire est marquée par une hausse de la masse monétaire et des crédits intérieurs et une baisse des avoirs extérieurs.

Le taux de croissance du PIB ressortirait à 3,8% en 2011. Il s'accélélerait en 2012 pour bondir à 7,8%. Le secteur primaire enregistrerait une hausse de 0,4% contre 17,1% en 2010, en rapport avec la diminution attendue de la production agricole. Le secteur secondaire s'accroîtrait de 7,1% contre 6,9% en 2010 imputable à toutes les branches à l'exception de la branche minière qui connaîtrait une relative stabilité. Le secteur tertiaire connaîtrait une hausse de 5,5% en 2011 impulsée par toutes les branches de ce secteur.

La consommation finale des ménages enregistrerait une hausse de 4,1% en 2011 contre 0,4% en 2010 en rapport avec l'accroissement des revenus du fait notamment d'une bonne campagne agricole de l'année 2010. La consommation finale des administrations publiques progresserait de 6,1% en 2011, en rapport avec la forte augmentation des dépenses publiques, après une baisse de 2,1% en 2010. Les investissements, après une forte augmentation en 2010 (33,4%), poursuivrait leur progression en 2011 avec un rythme moins soutenu (9,8%), en liaison avec l'augmentation de la FBCF privée (10,2% contre 46,6% en 2010) et la forte progression de la FBCF publique (29,3% contre -25,6% en 2010).

Les échanges extérieurs se caractériseraient par une hausse de 7,2% des exportations et une progression de 8,1% des importations et une aggravation du solde extérieur qui passerait de -15,1% du PIB en 2010 à -15,7% en 2011. Pour l'ensemble de l'année 2011, les recettes budgétaires totales et dons sont attendues pour un montant de 653,5 milliards contre des réalisations de 515,8 milliards en 2010. Les dépenses totales et prêts nets passeraient de 584,1 milliards de FCFA en 2010 à 759,0 milliards de FCFA en 2011, soit une progression de 29,9.

Les débats ont surtout porté sur la période de comparaison des indicateurs, des précisions sur l'IHPI et l'IPI et la production agricole.

5.7 Sénégal

Au premier semestre 2011, l'activité industrielle mesurée par l'IHPI s'est renforcée de 6% en glissement annuel, à la faveur notamment du dynamisme des activités extractives, du raffinage de pétrole et des matériaux de construction. Au niveau des services, le chiffre d'affaires (hors activités commerciales) a enregistré une hausse de 6,5% imputable aux « hôtels, bars et restaurants », aux « banques et assurances » ainsi qu'aux activités de transports.

Au titre des prix à la consommation, il est noté un relèvement global de 4,1% au premier semestre 2011, qui s'explique par le renchérissement des produits alimentaires et énergétiques.

Concernant les finances publiques, le solde global (dons compris) est ressorti en déficit de 127,6 milliards à fin juin 2011 contre un déficit de 66 milliards à la même période en 2010. Quant au solde budgétaire de base, il s'est établi en déficit de 74,4 milliards.

Pour ce qui est des échanges extérieurs, les exportations se sont inscrites en hausse de 17,6%, tandis que les importations ont fléchi de 1,4%. Globalement, au premier semestre 2011, la balance commerciale est ressortie à -489,8 milliards.

La bonne tenue de la situation macroéconomique devrait se confirmer au second semestre de l'année 2011. Ainsi, malgré les incertitudes pesant sur l'économie mondiale et les difficultés relevées dans le secteur de l'énergie, l'activité économique soutenue par l'investissement public comme privé mais également par la demande extérieure, devrait rester dynamique en dépit d'un léger ralentissement par rapport à 2010. Globalement, le taux de croissance du PIB réel devrait s'établir à 4% en 2011 contre 4,1% l'année précédente, à la faveur notamment de la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire. En 2012, les perspectives macroéconomiques tablent sur un taux de croissance du PIB réel de 4,4% contre 4% en 2011 ; celui-ci devrait être tiré par le dynamisme des secteurs primaire (+4,3%), secondaire (+6,2%) et tertiaire (+4,4%), sous l'hypothèse notamment d'une amélioration de la fourniture d'électricité à la faveur du plan «TAKKAL ».

S'agissant du taux d'inflation mesuré par le déflateur du PIB, il s'établirait à 3,3% en 2011 contre 1,4% en 2010, traduisant ainsi les tensions inflationnistes sur le marché international des produits alimentaires et énergétiques. En 2012, elle est projetée à 2,7%, sous l'hypothèse d'une légère détente sur les cours du baril du pétrole et des autres matières premières de base.

Au titre de la gestion budgétaire, le déficit public est attendu à 6,9% du PIB en 2011 contre 5,2% du PIB en 2010, du fait notamment des importantes dépenses prévues dans le secteur de l'électricité (Plan « TAKKAL »). En 2012, le solde budgétaire global devrait ressortir en déficit, à 5,6% du PIB contre 6,9% du PIB en 2011.

Les échanges avec l'extérieur seraient caractérisés par une détérioration du déficit courant qui s'établirait à 8,2% en 2011 contre 6,1% du PIB en 2010, traduisant la détérioration de la balance. Toutefois, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 153,3 milliards en 2011, à la faveur notamment de l'émission de l'EUROBOND sur le marché international pour un montant de 500 millions \$ US. En 2012, la balance des paiements devrait dégager un solde global excédentaire de 138,1 milliards, en dépit d'une légère détérioration du solde des transactions courantes (-8,5% DU PIB).

Enfin, la situation monétaire serait marquée en 2011 par une hausse soutenue des avoirs extérieurs nets (+153,3 milliards), une augmentation de 14,5% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 14,2%. En 2012, la même tendance serait maintenue avec une consolidation de la position extérieure nette de 138,1 milliards, un accroissement du crédit intérieur de 13,2% et une expansion de 14,4% de la masse monétaire.

Les discussions ont porté sur les perspectives dans le secteur du ciment, sur les axes du programme de restructuration du secteur de l'énergie ainsi que sur l'impact de la crise énergétique sur l'activité économique.

5.8 Togo

L'enquête de conjoncture effectuée auprès des entreprises révèle, au deuxième trimestre 2011, une hausse de l'indice harmonisé de la production industrielle et une régression de l'indice du chiffre d'affaires au niveau du commerce intérieur par rapport au premier trimestre 2011.

La production d'électricité a enregistré au 2^{ème} trimestre 2011 une hausse de 145,6% contre des baisses de 77,2% au premier trimestre et 12,6% en glissement annuel.

Le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation et calculé sur les six premiers mois de 2011 s'établit à 4,4 contre 1,3% sur la même période, un an plus tôt.

Les échanges commerciaux du Togo sont marqués, au deuxième trimestre 2011, par une hausse à la fois des exportations et des importations en valeur et ceci par rapport au trimestre précédent et en glissement annuel.

Les exportations intra communautaires du Togo avec les pays membre de l'UEMOA se sont améliorées de 10,6% au 1^{er} semestre 2011 par rapport à la même période de 2010. Par contre les importations ont baissé de 11,8% sur la même période.

Les activités de transport au Port Autonome de Lomé ont connu une baisse de 9,8% contre une hausse de 6,7% au 1^{er} trimestre et une baisse de 4,2% en glissement annuel.

Le trafic aérien s'est bien comporté au 2^{ème} trimestre 2011 par rapport au 1^{er} trimestre par contre en glissement annuel le transport du fret a subi considérablement la conjoncture avec une baisse de plus de 26%.

Au premier semestre 2011, les crédits accordés aux entreprises, tous secteurs confondus, ont connu une hausse de 26,4% par rapport à la même période de 2010

Les estimations d'octobre 2011, prévoient un taux de croissance du PIB réel de 4,6% en 2012 contre 4,1% en 2011 et 4,0% en 2010.

Ces évolutions sont expliquées par l'accroissement de la production vivrière, une croissance dans les BTP et le clinker en liaison avec les travaux de modernisation des infrastructures routières. On notera également une évolution positive du commerce en 2012.

Les recettes sont en progression, de même que les dépenses (surtout en capital) en liaison avec la poursuite des efforts du gouvernement pour soutenir l'économie.

Au niveau de la balance des paiements, il serait observé:

- un léger accroissement du déficit de la balance commerciale sur la période 2011-2012
- une dégradation de la balance courante sur la même période.

Le principal facteur de risque demeure la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs sur les échanges extérieurs sans oublier la question de la gestion des excédents agricoles vivriers qui se pose suite au succès de la politique de relance de la production vivrière mise en œuvre par le Gouvernement depuis 2009. Les efforts du Gouvernement pour accélérer la croissance économique devraient se poursuivre dans les secteurs de l'agriculture, les industries extractives et les infrastructures.

Les débats ont porté surtout sur les périodes de comparaison, la méthode de collecte des statistiques sur les produits pétroliers et sur l'amélioration de la production en 2011 malgré la pluviométrie moins bonne.

6. PRESENTATIONS SUR LE THEME CENTRAL

6.1 AFRISTAT

AFRISTAT a fait une présentation qui fait ressortir les insuffisances des productions des INS en matière de conjoncture.

Pour remédier à cette situation, AFRISTAT recommande de réaliser et publier :

- Un bulletin conjoncturel constitué uniquement de tableaux de chiffres et de graphiques sans commentaires, publié 6 semaines après le trimestre (15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre) ;
- Une note de conjoncture paraissant deux semaines plus tard, dont l'objectif est d'établir un diagnostic conjoncturel, de l'ordre de 6 pages.

Pour réaliser de bonnes prévisions à court terme, la collaboration entre le conjoncturiste et le prévisionniste est indispensable. Le conjoncturiste effectue des prévisions généralement non chiffrées (analyse qualitative) sur une période infra annuelle (moins d'un an) dans la note de conjoncture. Le prévisionniste, à partir des données infra-annuelles disponibles (cf. bulletin) et de l'analyse (cf. la note) effectue ses prévisions pour l'année en cours en transposant les données infra-annuelles pour obtenir des données en moyenne annuelle. La méthode des acquis a été présentée comme l'une des techniques de prévision à très court terme utilisées par les conjoncturistes et les prévisionnistes.

Un exemple chiffré a permis d'illustrer cette méthode.

6.2 Commission de l'UEMOA

L'exposé a porté sur la méthode de Box et Jenkins appliquée aux données trimestrielles de l'IHPI du Mali de 1999 à 2010. C'est une méthodologie d'étude systématique des séries temporelles à partir de leurs caractéristiques afin de déterminer, dans la famille des modèles ARIMA, le plus adapté à représenter le phénomène.

Cette méthode est constituée de quatre étapes principales :

- l'identification du modèle ;
- l'estimation des paramètres ;
- les tests d'adéquation du modèle ;
- les prévisions.

Elle exige, au préalable, la désaisonnalisation et la stationnarisation des séries brutes avant de modéliser le phénomène et d'effectuer les prévisions proprement dites. Les prévisions peuvent être calculées par réagrégation des différentes composantes.

Ce cas pratique d'application de cette méthode donne ainsi une prévision de l'IHPI de ce pays de l'UEMOA pour les quatre trimestres de l'année 2011. Cette méthode, quoique rigoureuse ne peut se substituer aux calculs effectifs des indices.

Dans les débats, les participants ont évoqué la nécessité de mettre l'accent sur le cadre théorique. Par ailleurs, ils ont souhaité qu'un séminaire soit organisé dans ce sens.

7. Divers

Cette partie a concerné quatre points :

- Les échanges sur les ateliers de conjoncture de 2012 ;

- Le cadre institutionnel des prévisions dans chaque Etat membre ;
- Les objectifs et les missions du Centre Statistique et de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) de la Commission ;
- L'appui technique d'AFRISTAT aux Etats membres.

7.1 Echanges sur les ateliers de conjoncture de 2012

Le Président de séance a rappelé les principes en accord avec AFRISTAT:

- séminaire du 1^{er} semestre à Bamako ;
- séminaire du 2^{ème} semestre à Ouagadougou.

Il a ensuite indiqué que pour 2012, les deux ateliers sont prévus sur le budget de la Commission.

AFRISTAT a rappelé les différents points de l'organisation du séminaire de mars 2012 :

- le conjoncturiste doit présenter la situation conjoncturelle du second semestre 2011,
- le prévisionniste doit présenter le cadrage macroéconomique 2012 et 2013.

L'innovation est d'aider la réunion du Comité de Convergence de la Zone Franc qui se tient généralement au mois d'avril.

Comme les années précédentes, la Commission de l'UEMOA prendra en charge les ressortissants de ses Etats membres. Des aides à la présentation seront envoyées aux participants en février 2012 par AFRISTAT après échanges avec la Commission de l'UEMOA.

Le Directeur de la DPEE a rappelé l'importance du séminaire d'octobre qui doit appuyer l'élaboration et l'examen des programmes pluriannuels. Par ailleurs, les INS seront sollicités pour fournir des indicateurs réels de convergence récemment adoptés par la réunion des Ministres de la Zone Franc.

Un tour de table a été fait pour faire le point de la situation sur les publications des indicateurs sur l'emploi. Le Sénégal, le Mali et le Burkina publient régulièrement des indicateurs sur l'emploi. Les autres Etats membres de l'Union utilisent des proxis dans le cadre des travaux de comptabilité nationale et de prévision.

7.2 Le dispositif institutionnel de la prévision dans les Etats

Un tour de table a permis de connaître l'organisation du dispositif des travaux de prévision des différents pays. Il en ressort que, certains Etats disposent d'un comité d'élaboration et de validation des travaux réalisés par la direction en charge des prévisions. Toutefois, les Directions de la Prévision des autres pays partagent les résultats de leurs travaux avec toutes les structures ayant contribué à l'élaboration des prévisions. Presque tous ont un modèle de prévision.

7.3 Centre Statistique et DPEE

Suite à une étude commanditée par la Commission, un Centre Statistique a été créé au sein de la Commission.

Initialement, la Direction des Etudes et des Statistiques Economiques (DESE) réalisait les activités statistiques pour appuyer l'exercice de la surveillance multilatérale. L'Unité des Statistiques Commerciales réalisait les statistiques du commerce extérieur. Il est apparu des besoins de statistiques sectorielles des autres départements. Il y avait aussi des problèmes de cohérence et de coordination. Aussi, l'étude a conclu en la création d'un Centre Statistique, logé à la Présidence, regroupant toutes les activités statistiques avec un statisticien en chef. Cette création a nécessité la réorganisation de l'organigramme de la Commission. Ainsi sont nés la DPEE au sein du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) et l'unité d'analyse des politiques commerciales au niveau du Département du Marché Régional de la Concurrence et de la Coopération (DMRC)..

7.4 Programme d'appui d'AFRISTAT aux Etats

AFRISTAT a envoyé un courrier aux INS pour demander les appuis dont ils souhaiteraient bénéficier en 2012. Seulement trois pays ont répondu. Les demandes des autres Etats membres sont toujours attendues.

En 2012, AFRISTAT envisage de réaliser deux interventions d'appui par pays membre sur financement AFRISTAT. En ce qui concerne la conjoncture, des demandes émanent des trois pays cités.

Il a été rappelé que pour qu'AFRISTAT intervienne dans un pays, il faut une demande officielle émanant de l'INS de ce pays ou de la Direction de la Prévision.

8. RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

A l'endroit des Etats

- Transmettre régulièrement leurs publications conjoncturelles à AFRISTAT et à la Commission de l'UEMOA ;
- Accélérer la mise en place du dispositif de l'IHPI.

A l'endroit de la Commission de l'UEMOA et d'AFRISTAT

- Organiser une formation sur les méthodes économétriques à l'intention des conjoncturistes et des prévisionnistes ;
- Co-organiser avec AFRISTAT un séminaire pour les prévisionnistes et les comptables nationaux portant sur le SCN2008 et les modèles de cadrage macroéconomique et leur calage sur les comptes définitifs récents ;
- Appuyer financièrement le suivi de l'IHPI dans les Etats et impliquer AFRISTAT dans la réalisation des travaux sur le terrain.

9. ADOPTION ET CLOTURE DES TRAVAUX

Après l'adoption du rapport final, Monsieur Emédétémin NONFODJI, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques, a félicité les participants pour leur assiduité et leur participation active aux séances durant ces cinq jours. Il a particulièrement salué l'esprit de

partage d'expérience qui a prévalu tout au long du séminaire. Il leur a souhaité bon retour dans leurs foyers respectifs et déclaré, au nom des Autorités de la Commission, clos le séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA.

ANNEXES

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission



**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTION ET LA PREVISION A COURT TERME
DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA**
Ouagadougou du 24 au 28 octobre 2011

LISTE DE PRESENCE

| PAYS | NOM ET PRENOMS | FONCTION | INSTITUTION | CONTACTS | ADRESSE E- EMAIL | EMARGEMENT |
|----------------------|----------------------|---|--|---------------------------------------|----------------------------|------------|
| BENIN | KAKPO Eliakim | Chef service des statistiques et Etudes Industrielles | INSAE | 00229 96 12 33 56 | kakpoeliakim@yahoo.fr | |
| | HONKPEHEDJI Rodrigue | Chargé de la Programmation Economique | Direction de la Prévision | 00229 97 60 91 37 | noutaidrigue@yahoo.fr | |
| BURKINA FASO | SOW Arouna | Chargé d'études | INSD | 00226 71 31 57 35 | Sow_arouna@yahoo.fr | |
| | SANA A. Aziz | Chef de service de la prévision macroéconomique | Directeur Général de l'Economie et de la Planification | 00226 70 64 71 73 | Letigre2as@Yahoo.fr | |
| COTE D'IVOIRE | OUATTARA Soualiho | Chargé d'études | Direction de la Conjoncture et Prévision Economique | +225 01 47 74 97 + 225 20 21 29 56 | ouattarasoualiho@gmail.com | |
| | Dr N'GORAN Kouassi | Chef de Département des Statistiques et Synthèses Economiques | INS | +225 20 22 80 90 +225 08 58 33 37 | ngokoss@yahoo.fr | |

| | | | | | | |
|----------------------|------------------------|--|--|---------------------------------------|----------------------------|--|
| GUINEE BISSAU | MINCEU Berzelio | Technicien C. Nationaux | INS | 00245 5292603 6455093 | berzeliorofino@hotmail.com | |
| | SAMBI Mussa | Technicien au Direction de Analyse et Prévision Economique | Direction Générale de l'Economie | +245 54 17 110 671 84 02 | m.sambi@hotmail.com | |
| MALI | Seïdina Oumar MINTA | Chef de Division des Statistiques de la Conjoncture | Institut National de la Statistique (INSTAT) | + 223 20 22 24 55 +223 76 01 37 86 | mintaseidinaoumar@yahoo.fr | |
| | Alassane M. DEMBELE | Chef de section Prévision Analyse Economique | Direction Nationale de la Planification du Développement | 00223 668 432 04 | aladembele@yahoo.fr | |
| NIGER | Issaka KARIMOUNE | Chef Division Conjonctive et Etudes Economiques | INS | 00227 96 97 44 51 | kissaka@ins.ne | |
| | DJIRI Donguey Saley | Direction Générale des Etudes et Prévision | Ministère des Finances | 00227 909 59926 00227 94 61 26 44 | donguey2007@yahoo.fr | |
| SENEGAL | Maxime NAGNAONHOU | Chef Division Statistiques Conjoncturelle | ANSD | +221 33 869 21 39 | maximebruno@yahoo.fr | |
| | Abdoulaye FAME | Coordonnateur du bureau du cadrage macroéconomique | Direction de la Prévision et des Etudes Economiques | +221 33 824 5265 | papafame2000@yahoo.fr | |
| TOGO | TCHAMDJA Ahodo - Abalo | Economiste, chargé d'études | Direction de l'Economie | +228 90 26 26 66 | tchamsland@yahoo.fr | |
| | TCHAKALA Apéou Gbèlè | Chef Division Etudes | DGSCN | +228 90 19 79 77 | tchakapeou@yahoo.fr | |

| | | | | | | |
|----------------------------------|---------------------------|--|--|----------------------|--------------------------------|--|
| | | Economiques | | | | |
| AFRISTAT | EDI Serge Jean | Expert économiste principal | AFRISTAT | +223 70 27 50 15 | Serge.edi@ afristat.org | |
| | JOEGER Claude | Coordonnateur Département Etudes et Synthèse Economique | AFRISTAT | +223 74 4971 65 | Claude.joeger@ afristat.org | |
| BCEAO | HOUNKPATIN Maurille R. | Fondé de pouvoirs BCEAO siège | Direction de la Recherche et de la Statistique | +221 33 83 905 00 | mhounkpatin@ bceao.int | |
| COMMISSION DE L'UEMOA | MATHIEU Laurent | Conseiller | UEMOA | +226 78 16 89 03 | MATHIEU@ uemoa.int | |
| | Emédétèmin NONFODJI | Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques | UEMOA | | nonfodji@ uemoa.int | |
| | Aba CAMARA | Chargé des Etudes et des Statistiques Economiques | UEMOA | 50 32 86 46 | ACAMARA@ Uemoa.int | |

